

TRAVAUX DE LA FACULTÉ DE DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

Edités par Peter Gauch

307

BAPTISTE ALLIMANN

La péremption – Etude en droit privé suisse

Sommaire

	Page
Table des matières	XI
Liste des abréviations	XXVII
Bibliographie	XXXVII
§ 1 Introduction.....	1
Première partie : Les fondements	5
Chapitre Ier : Les origines de la péremption	6
§ 2 L'apparition de la prescription extinctive et de la péremption	6
§ 3 Les codifications de droit naturel	31
§ 4 Les codifications pandectistes	49
§ 5 La consécration de la péremption en droit suisse (survol historique)	67
Chapitre II : Les sources de la péremption en droit privé	74
§ 6 La concrétisation de la péremption par la loi	75
§ 7 L'interprétation de la "prescription"	107
§ 8 Les délais de péremption prétoriens	133
§ 9 Les déchéances conventionnelles	155
Deuxième partie : Les contours de la péremption	163
Chapitre Ier : La nature de la péremption	164
§ 10 La notion de péremption	164
§ 11 Le champ d'application de la péremption.....	184
§ 12 La péremption et la prescription	230
§ 13 La péremption et les autres institutions	255
Chapitre II : Le mécanisme de la péremption	281
§ 14 L'écoulement d'un laps de temps	282
§ 15 La confiance légitime et sa rupture déloyale.....	296
§ 16 Le fardeau de la preuve	322
Troisième partie : L'échéance du cours de la péremption	326
§ 17 Les conséquences de la péremption.....	327
§ 18 Les moyens de remédier aux conséquences de la péremption	349

Conclusions principales.....	377
Table des lois citées.....	383
Répertoire alphabétique des matières	418

Table des matières

	Page
Liste des abréviations	XXVII
Bibliographie	XXXVII
§ 1 Introduction	1
I. L'objet de l'étude	1
II. Les délimitations	1
1. La limitation à l'institution de la péremption	1
2. La limitation au droit privé suisse	1
3. La limitation au droit positif.....	2
III. L'intérêt du thème	2
1. L'intérêt théorique	2
2. L'intérêt pratique.....	2
IV. Le plan général de la thèse	3
Première partie : Les fondements.....	5
Chapitre Ier : Les origines de la péremption.....	6
§ 2 L'apparition de la prescription extinctive et de la péremption.....	6
I. Les prémisses de la prescription extinctive	6
1. Le droit romain archaïque, pré-classique et classique	8
1.1. <i>L'usus auctoritatis</i>	8
1.2. L'usucapion (<i>usucapio</i>).....	9
1.3. La prescription du long temps (<i>praescriptio longi temporis</i>).....	11
2. Le droit romain post-classique.....	14
2.1. L'empereur Constantin Ier.....	14
2.2. L'empereur Théodose II	16
2.3. L'empereur Anastase.....	17
3. Les réajustements de Justinien.....	18
4. Quelques constatations conclusives.....	20
II. Les prémisses de la péremption	21

1.	<i>L'exceptio doli generalis</i>	21
1.1.	Les origines dogmatiques	21
1.2.	La consécration en droit suisse	23
2.	L'interdiction du <i>venire contra factum proprium</i>	25
2.1.	Les origines dogmatiques	25
2.2.	La consécration en droit suisse	26
3.	La renonciation tacite par actes concluants	27
3.1.	Les origines dogmatiques	28
3.2.	La consécration en droit suisse	29
4.	Quelques constatations conclusives.....	29
III.	La relation entre la péremption et la prescription	29
§ 3	Les codifications de droit naturel	31
I.	Les codifications de droit naturel en Allemagne	31
1.	Le <i>Codex Maximilianeus Bavaricus Civilis</i> de 1756	31
1.1.	La prescription acquisitive	31
1.2.	La prescription extinctive.....	32
1.3.	La péremption.....	32
2.	L' <i>Allgemeines Landrecht für die Preussischen Staaten</i> de 1794	33
2.1.	La prescription acquisitive	33
2.2.	La prescription extinctive.....	34
2.3.	La péremption.....	35
3.	L' <i>Allgemeines Bürgerliches Gesetzbuch</i> de 1811	36
3.1.	La prescription acquisitive	37
3.2.	La prescription extinctive.....	37
3.3.	La péremption.....	39
II.	Le Code civil français de 1804.....	40
1.	La prescription	40
1.1.	La prescription acquisitive	41
1.2.	La prescription extinctive.....	42
2.	La péremption	43
2.1.	Les délais préfix	43
2.2.	Les sanctions civiles	44

3. La révision du droit de la prescription du 17 juin 2008	45
III. Quelques constatations conclusives	47
§ 4 Les codifications pandectistes	49
I. Le Code civil zurichois de 1853-1855	49
1. La prescription acquisitive	50
2. La prescription extinctive	50
3. La péremption	51
II. Le <i>Dresdener Entwurf</i> de 1866	52
1. La prescription extinctive	53
2. La péremption	54
III. Le Code fédéral des obligations de 1881	54
1. La prescription extinctive	55
2. La péremption	56
IV. Le <i>Bürgerliches Gesetzbuch</i> de 1896	57
1. La prescription acquisitive	57
2. La prescription extinctive	58
3. La péremption	60
V. Quelques constatations conclusives	63
§ 5 La consécration de la péremption en Suisse (survol historique)	67
I. L'interprétation de la "prescription"	67
1. Le droit de la famille	67
2. Le droit successoral	68
3. Les droits réels	69
4. Le droit des obligations	69
5. Le droit des sociétés	70
II. L'objectivation de l'exigence de loyauté dans la vie juridique	70
1. Les droits réels	70
2. Le droit des obligations	71
3. Le droit des sociétés	71
4. Le droit de la propriété intellectuelle	72
III. Quelques constatations conclusives	73

Chapitre II : Les sources de la péremption en droit privé.....	74
§ 6 La concrétisation de la péremption par la loi	75
I. Le choix de la péremption par préférence à la prescription	75
1. Les diverses hypothèses	75
1.1. L'exercice du droit de préemption.....	75
1.2. L'indemnité pour résiliation abusive ou sans justes motifs en droit du travail.....	77
1.3. La péremption en droit de la responsabilité civile.....	78
1.3.1. La responsabilité civile des exploitants d'installations atomiques.....	80
1.3.2. Les demandes d'indemnisation et de réparation morale de la LAVI.....	82
1.3.3. La responsabilité du fait des produits défectueux.....	84
1.3.4. L'appréciation par rapport aux anciens délais dits de péremption	86
1.4. Les hypothèses implicites	87
1.4.1. Les actions possessoires.....	87
1.4.2. Le droit de contester le congé en droit du bail.....	88
1.4.3. L'action en garantie contre le voiturier.....	89
1.4.4. L'action paulienne	90
1.4.5. L'action en cession en droit des biens immatériels.....	91
a. Le droit des marques et des indications de provenance ...	91
b. Le droit des designs	92
2. Les dérogations au système	92
2.1. La restitution de l'exercice du droit périmé.....	93
2.2. La suspension et l'interruption des délais	94
2.2.1. Les cas de force majeure	94
2.2.2. Les autres hypothèses.....	96
a. Le droit des emprunts par obligations	96
b. Le droit de la poursuite pour dettes et la faillite.....	97
3. Quelques constatations conclusives.....	98
II. La fonction de sanction civile de la péremption.....	99

1.	Le lien direct entre la violation du devoir de respecter un acte nécessaire et la péremption	99
1.1.	La déchéance des brevets d'invention.....	99
1.2.	La déchéance du droit aux prestations d'assurance	100
1.3.	La déchéance des droits de priorité en droit de la propriété intellectuelle.....	100
1.4.	La déchéance des actes de la poursuite pour dettes et la faillite	101
2.	Le lien indirect entre la violation du devoir de respecter un acte nécessaire et la péremption	102
2.1.	La déchéance des droits de la caution.....	102
2.2.	La déchéance des droits corporatifs	103
2.3.	La déchéance du brevet d'invention.....	104
2.4.	La déchéance du droit de préférence du droit de la poursuite pour dettes et la faillite.....	104
3.	Quelques constatations conclusives.....	105
3.1.	Le flou terminologique	105
3.1.1.	Le manque d'uniformité de la terminologie légale.....	105
3.1.2.	Les divergences du sens de la loi	105
3.1.3.	L'interprétation de la péremption.....	106
3.2.	L'exclusion de toute référence à la prescription	106
§ 7	L'interprétation de la "prescription"	107
I.	Les délais de "prescription" qualifiés de délais de péremption	107
II.	La méthode d'interprétation du texte légal.....	109
1.	Les points d'appui de l'interprétation	110
1.1.	L'argument littéral	110
1.2.	L'argument historique.....	112
1.3.	L'argument systématique.....	113
1.3.1.	Les droits limités par la péremption.....	113
1.3.2.	Le régime particulier des délais absolus.....	115
1.4.	L'argument téléologique	116
1.4.1.	La sauvegarde des intérêts privés.....	117

1.4.2. La sauvegarde des intérêts de tiers	118
1.4.3. La sauvegarde de l'ordre et de l'intérêt publics	119
2. La pondération des arguments.....	120
III. Les conséquences de la qualification.....	121
1. Le <i>dies a quo</i> du délai.....	122
2. Le cours du délai	123
2.1. La sauvegarde du délai	123
2.2. Le <i>tempus continuum</i> du délai	125
3. La durée du délai.....	127
3.1. L'exclusion de toute modification du délai	127
3.2. L'impossibilité de renoncer au délai	128
4. L'échéance du délai.....	129
4.1. L'observation d'office du délai.....	129
4.2. L'extinction du droit subjectif	130
IV. Quelques constatations conclusives	131
§ 8 Les délais de péremption prétoriens	133
I. Le fondement légal.....	134
II. Les éléments constitutifs de la péremption prétorienne	136
1. La passivité prolongée de l'ayant droit	137
1.1. L'écoulement d'un laps de temps.....	137
1.1.1. Les droits soumis à des délais légaux	137
1.1.2. Les droits imprescriptibles.....	138
1.2. Le comportement contradictoire	140
1.2.1. Le caractère reconnaissable du droit.....	140
1.2.2. Le comportement passif	141
a. La tolérance de la violation du droit exclusif.....	141
b. L'exécution du contrat nul entaché d'un vice de forme .	142
c. Les autres hypothèses.....	143
1.2.3. L'absence de motif légitime au comportement.....	144
2. La confiance légitime du sujet passif et sa concrétisation	145
2.1. La confiance légitime	145
2.1.1. Les actes propres à faire naître la confiance légitime	145

2.1.2. L'effectivité de la confiance légitime dans le statu quo...	146
2.2. La concrétisation de la confiance légitime.....	146
2.2.1. La création de valeurs économiques appréciables	147
2.2.2. Les autres situations acquises dignes de protection.....	149
3. La mise en balance des intérêts conflictuels en présence	149
III. Les régimes légaux particuliers faisant référence à l'art. 2 CC.....	150
1. Les concrétisations de l'art. 2 al. 2 CC.....	150
2. Les régimes spéciaux dérogeant à l'art. 2 al. 2 CC.....	150
IV. Quelques constatations conclusives	153
§ 9 Les déchéances conventionnelles	155
I. La notion.....	155
II. Le régime	156
III. Les limites	159
1. Les dispositions impératives de la loi	159
2. Les règles générales sur la prescription	160
3. Les limites de la liberté contractuelle	161
Deuxième partie : Les contours de la péremption	163
Chapitre Ier : La nature de la péremption	164
§ 10 La notion de péremption	164
I. Les conceptions traditionnelles de la péremption.....	164
1. La conception large	164
2. La conception étroite	165
II. La nature de la péremption	166
1. La position du législateur.....	166
1.1. Les actes de déchéance	166
1.1.1. La notion	167
1.1.2. Les conditions.....	168
a. La violation de devoirs particuliers	168
b. Des raisons dépendantes de la volonté.....	170
c. Le défaut de lien de connexité avec l'exercice du droit... ..	171
1.2. Les délais de péremption.....	171
1.2.1. Les dispositions de la codification du droit privé	172

1.2.2.	Les textes légaux récents.....	173
a.	Les droits primaires	173
b.	Les droits secondaires	174
2.	La position de la jurisprudence.....	175
3.	Notre conception.....	175
3.1.	Le fondement légal de la péremption et la bonne foi objectivée.....	176
3.1.1.	Le fondement légal	176
a.	La rupture du principe de la bonne foi.....	176
b.	Les règles sur la protection de la personnalité.....	178
3.1.2.	Le fondement légal objectivé	178
3.2.	Le caractère impératif de la péremption	180
3.2.1.	La justification intrinsèque.....	180
3.2.2.	Les justifications extrinsèques.....	180
III.	Quelques constatations conclusives	182
§ 11	Le champ d'application de la péremption.....	184
I.	La portée générale de la péremption	184
1.	En droit de la personnalité	184
1.1.	Le principe	184
1.2.	Les exceptions.....	186
1.2.1.	Les actions en protection de la personnalité.....	186
1.2.2.	Le droit de réponse.....	187
1.2.3.	Les actions en protection du nom.....	188
1.2.4.	Le droit de la personnalité de l'auteur de productions littéraires et artistiques	190
1.2.5.	Quelques constatations conclusives.....	191
2.	En droit de la famille	192
2.1.	Le principe	192
2.2.	Les exceptions.....	192
2.2.1.	Les actions formatrices du droit de la famille.....	192
2.2.2.	Les prétentions du droit de la famille	195
a.	Les prestations d'entretien pour le passé.....	195

b.	Les prestations d'entretien pour l'avenir	196
2.2.3.	Les pouvoirs et responsabilités du droit de la famille	197
3.	En droits réels.....	198
3.1.	Le principe.....	198
3.2.	Les exceptions.....	199
3.2.1.	Le cas général des actions en exécution réelle.....	199
3.2.2.	Le cas particulier de l'action en revendication.....	201
4.	En droit des obligations.....	202
4.1.	La notion.....	202
4.2.	Le principe.....	204
4.2.1.	Quelques généralités.....	204
4.2.2.	Le cas particulier de quelques actions en responsabilité.....	205
4.3.	La concrétisation de la péremption	207
4.3.1.	La violation de l'incombance	207
4.3.2.	La conséquence : la perte de l'obligation.....	209
4.3.3.	Le cas particulier des obligations de s'abstenir.....	210
5.	En droit de la propriété intellectuelle	211
5.1.	Le principe.....	211
5.1.1.	Le droit à la marque.....	211
5.1.2.	Les autres droits de propriété intellectuelle	212
5.2.	Les exceptions.....	212
5.2.1.	Les actions défensives du droit de la propriété intellectuelle.....	213
5.2.2.	Les actions en constatation du droit de la propriété intellectuelle.....	214
5.2.3.	La déchéance prématurée	214
II.	Le cas particulier des droits secondaires.....	216
1.	Les droits formateurs	216
1.1.	La notion.....	216
1.2.	Le principe.....	220
1.3.	Le cas particulier des actions formatrices.....	221
2.	Les droits de gestion ou pouvoirs d'action.....	222

3.	L'exception, l'objection et la contestation	222
3.1.	L'exception	222
3.1.1.	La notion	223
3.1.2.	Le cas particulier de l'exception de prescription	224
3.1.3.	Le régime des exceptions légales	225
3.2.	L'objection	226
3.3.	La contestation.....	227
III.	Quelques constatations conclusives	227
§ 12	La péremption et la prescription	230
I.	La délimitation de la péremption par rapport à la prescription	230
1.	La notion de prescription	230
2.	Les causes de la prescription.....	231
2.1.	La nécessité de protéger le débiteur	231
2.2.	L'écoulement du délai.....	233
2.2.1.	Le <i>dies a quo</i> du délai.....	233
2.2.2.	Le cours du délai	235
a.	Le <i>tempus continuum</i> du délai.....	235
b.	La suspension du délai	236
c.	L'interruption du délai.....	237
2.2.3.	La durée du délai	239
a.	La fixation des délais par la loi.....	239
b.	La modification du délai	239
c.	L'interdiction de la renonciation anticipée.....	242
3.	Les conséquences de la prescription.....	244
3.1.	La subsistance d'une obligation naturelle	245
3.1.1.	Le refus de l'action en enrichissement illégitime.....	245
3.1.2.	La compensation de la créance prescrite.....	246
3.1.3.	La réserve de l' <i>exceptio non adimpleti contractus</i>	246
3.1.4.	La survivance du gage.....	247
3.2.	Le caractère d'exception de la prescription	248
II.	La relation entre la péremption et la prescription	249
III.	Le critère de distinction entre les deux institutions	251

1. Les droits formateurs	252
2. Les créances	253
§ 13 La péremption et les autres institutions	255
I. La péremption et l'exigence de loyauté dans la vie juridique	255
1. L'art. 2 CC en général.....	255
1.1. Les contours du principe de la bonne foi.....	256
1.2. Les contours de l'interdiction générale de l'abus de droit.....	256
2. Les fonctions de l'art. 2 CC.....	257
2.1. Les fonctions interprétative et complétive de l'alinéa 1er.....	257
2.2. La fonction corrective de l'alinéa 2.....	258
3. La délimitation avec la péremption.....	259
3.1. La péremption et l'art. 2 CC comme " <i>Verhaltensnorm</i> "	259
3.2. La péremption et l'art. 2 CC comme " <i>Beurteilungsnorm</i> "	261
II. La péremption et les délais absolus	262
1. Les contours des délais absolus	262
2. La délimitation avec les délais de péremption.....	263
2.1. Le principe.....	263
2.2. Les délais de "péremption" absolus du droit de la responsabilité civile.....	265
III. La péremption et la renonciation tacite par actes concluants.....	268
1. Les contours de la renonciation tacite	269
2. La délimitation avec la péremption.....	272
IV. La péremption et les pures limitations de droits dans le temps	277
1. Les contours des pures limitations de droits dans le temps.....	277
2. La délimitation avec la péremption.....	277
V. La péremption et la clause pénale	278
1. Les contours de la clause pénale.....	278
2. La délimitation avec la péremption.....	278
Chapitre II : Le mécanisme de la péremption.....	281
§ 14 L'écoulement d'un laps de temps.....	282
I. La nature du <i>dies a quo</i> des délais de péremption.....	282
1. Les délais à point de départ objectif	282

2.	Les délais à point de départ subjectif.....	283
II.	Le cours de la péremption et son terme	287
1.	La durée du laps de temps nécessaire à la péremption	287
1.1.	Le lien avec la nature du <i>dies a quo</i> du délai.....	287
1.2.	La fixation de la durée du délai par le législateur.....	288
1.3.	La fixation prétorienne de la durée du délai.....	291
2.	La computation du délai de péremption	292
2.1.	La fixation du premier jour du délai	292
2.2.	La fixation du dernier jour du délai	293
2.3.	Les autres dispositions sur la supputation des délais	294
§ 15	La confiance légitime et sa rupture déloyale.....	296
I.	Le retard comme cause de la confiance légitime	296
1.	La détermination légale d'un acte conservatoire de droit.....	296
1.1.	L'exercice judiciaire d'un acte conservatoire de droit.....	297
1.1.1.	La notion d'ouverture d'action	297
1.1.2.	Les diverses hypothèses	298
a.	L'exercice des actions condamnatoires.....	298
b.	L'exercice des actions formatrices.....	302
1.2.	Le respect d'un acte conservatoire de droit par l'autorité.....	303
2.	La détermination prétorienne d'un acte conservatoire de droit ...	304
3.	La détermination conventionnelle d'un acte conservatoire de droit.....	306
3.1.	Le principe de la liberté des parties	306
3.2.	Les limites à la liberté des parties	307
II.	La rupture déloyale de la confiance légitime	309
1.	La violation du devoir de respecter un acte conservatoire de droit.....	309
1.1.	La reconnaissance de dette.....	310
1.2.	Les pourparlers transactionnels.....	314
1.3.	La légitimation de l'usurpation	316
2.	La concrétisation de la confiance légitime digne de protection ...	317
2.1.	L'appréciation légale de la confiance légitime	317

2.2. L'appréciation prétorienne de la confiance légitime	318
§ 16 Le fardeau de la preuve	322
I. La preuve de la sauvegarde et de l'expiration du délai.....	322
1. La preuve de la sauvegarde du cours de la péremption	322
2. La preuve de l'expiration du cours de la péremption.....	324
II. La preuve de la péremption conventionnelle.....	325
Troisième partie : L'échéance du cours de la péremption	326
§ 17 Les conséquences de la péremption.....	327
I. L'extinction du droit subjectif	327
1. L'extinction des droits formateurs	328
2. L'extinction des prestations positives	328
2.1. Le principe	328
2.2. Les effets accessoires	329
2.2.1. L'exclusion de la compensation	329
2.2.2. L'exclusion de la novation	330
2.2.3. La répétition de l'indu	331
2.2.4. L'extinction du droit de gage.....	332
3. L'extinction des prestations négatives	333
3.1. Les obligations de s'abstenir	333
3.2. Les obligations de tolérer	333
II. Les dérogations au principe de l'extinction du droit.....	334
1. Les dérogations légales.....	334
1.1. La survivance du droit subjectif	334
1.1.1. Le dol du sujet passif.....	334
1.1.2. La force majeure.....	338
1.1.3. La "suspension" du cours de la péremption	339
1.2. La survivance de l'exception.....	340
1.3. La survivance du gage	341
1.4. La survivance de l'action en enrichissement illégitime	341
1.5. La déchéance d'un privilège légal.....	342
2. Les dérogations prétoriennees	343
III. L'observation de plein droit de la péremption.....	345

1. La justification générale	345
2. Les justifications complémentaires	346
2.1. La nature d'objection de la péremption	346
2.2. Le cas particulier des créances	347
2.3. Le cas particulier des délais de péremption légaux	347
3. Les éventuelles exceptions	347
§ 18 Les moyens de remédier aux conséquences de la péremption	349
I. Les solutions légales	349
1. La réserve de l'intérêt public	349
2. La réserve des justes motifs	349
2.1. Le principe	350
2.2. Les conditions	350
2.3. Les conséquences	351
II. Les solutions prétoriennes	352
1. <i>L'in integrum restitutio</i>	353
2. L'application de l'art. 63 CPC (= anc. CO 139)	354
2.1. Le principe	354
2.2. L'analyse du délai supplémentaire	359
2.3. Les limites	361
3. Les justes motifs	362
3.1. Les conditions	362
3.2. Les diverses hypothèses	363
4. Les autres dérogations au régime de la péremption	366
4.1. La réserve de l'intérêt public	366
4.2. La réserve des dispositions impératives de la loi	367
4.3. La réserve de la clause générale de l'art. 2 al. 2 CC	369
III. Les solutions conventionnelles	370
1. Le principe	370
2. La renonciation avant l'expiration du cours de la péremption	371
2.1. Les conditions	371
2.2. Les conséquences	373
3. La renonciation après l'expiration du cours de la péremption	374

Conclusions principales.....	377
Table des lois citées.....	383
Répertoire alphabétique des matières	418